

NON DISPONIBLE EN ALGÉRIE Le vaccin sans adjuvant conseillé aux femmes enceintes

«Il est souhaitable de vacciner les femmes enceintes avec des vaccins sans adjuvant», a affirmé hier, au centre de presse *El Moudjahid*, le Dr Yahia Mekki, virologue, PH au Laboratoire de virologie Est, Université Claude-Bernard, Lyon.

Le virologue, qui a tenté hier de désamorcer la polémique créée autour de l'efficacité du vaccin contre la grippe AH1N1 et de sa dangerosité a souligné que la vaccination reste la meilleure des protections.

Cependant, l'indication de vaccin sans adjuvant, à deux doses, est recommandée pour les femmes enceintes et les personnes immuno-déprimées tels les sidéens, les malades greffés et ceux atteints d'hépatite. Une équation difficile à résoudre, puisque les 20 millions de vaccins commandés par l'Algérie sont tous des vaccins avec adjuvant.

Il précisera cependant que la vaccination avec adjuvant n'est souhaitable pour la femme enceinte qu'au second ou troisième trimestre de sa grossesse. Et d'ajouter que le vaccin antigrippal «est le seul vaccin vivant inactivé qu'on prescrit à la femme enceinte». Il réduit les risques de mortalité postnatale, puisque plusieurs décès de femmes enceintes sont souvent enregistrés dans les 24 heures qui suivent leur contamination.

Toutes les femmes enceintes présentant des symptômes grippaux doivent, cependant être «immédiatement» mises sous Tamiflu. Mais la question qui se pose d'elle-même : quel est le sort de toutes ces personnes vulnérables ? Tout au long de la rencontre, le virologue a mis l'accent sur la nécessité de se vacciner. Le vaccin prévient le risque de grippe, et son efficacité est prouvée à près de 70%, a-t-il expliqué. Aucun décès lié au vaccin contre la grippe A n'a été enregistré, affirme le Dr Mekki.

La vaccination pourrait, selon le spécialiste, «nous protéger durant deux ans» et aide à diminuer la morbi-mortalité. Dans ses prévisions, ce spécialiste n'écartera pas le risque d'un pic pandémique dès le premier trimestre 2010. Revenant sur les effets secondaires du vaccin, le Dr Mekki dira que ceux-ci sont fréquents dans 1 à 10% des cas. Ils peuvent être locaux : douleur, œdème, érythème, ou généraux par des manifestations de malaise, céphalées, fièvre, ou myalgies.

Le vaccin est impérativement contre-indiqué aux personnes allergiques, ou celles ayant fait une réaction allergique sévère à une vaccination antérieure. Pour l'excès de risque attribué au vaccin grippal saisonnier, l'orateur cite un cas pour un million de vaccinés.

Les premiers résultats en terme de réponse immunitaire sont positifs, selon le spécialiste. En terme de tolérance, aucun problème n'aurait été signalé. Interrogé sur la toxicité du vaccin pandémique, le virologue soutient que comme pour tout autre produit pharmaceutique, il risque d'y avoir «certains lots défectueux», tout en soulignant que les erreurs peuvent exister.

On ne peut vacciner tout le monde, mais il faut vacciner le plus de monde. La vaccination pourrait, selon le spécialiste, «nous protéger durant deux ans». La vague actuelle de grippe n'est pas sévère, mais risque d'être plus virulente l'année prochaine, insiste le conférencier.

Enfin, il est à rappeler que le vaccin contre la grippe A est compatible avec l'administration du vaccin antigrippal saisonnier, souligne le Dr Mekki. Cependant un délai de 3 semaines devra être respecté entre les deux vaccins.

Wassila Z.

SEUL LE SERVICE MINIMUM EST ASSURÉ Le SNPSP paralyse le secteur de la santé

La mobilisation des médecins du secteur public ne faiblit pas. A l'appel du SNPSP, ils ont durci, hier, leur mouvement en entrant en grève illimitée. En dehors des urgences, ils n'assureront ni les activités de soins et encore moins les consultations et les explorations. Le SNPSP se dit satisfait du maintien de la dynamique de la grève dont le taux de suivi hier s'établissait à plus de 80 %.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les hôpitaux et les centres de santé étaient hier paralysés. Les médecins affiliés au SNPSP ont massivement répondu à l'appel du syndicat autonome.

Comme recommandé par ce dernier, ils se sont contentés d'assurer le service minimum au niveau des urgences, interrompant les soins, les consultations et toutes les activités de prévention y compris la remise des bilans des différentes activités, notamment au niveau des unités de dépistage scolaire et ceux de la médecine du travail.

Les médecins grévistes ont également cessé les activités d'enseignement et de formation, la participation aux réunions des conseils médicaux, des comités et des commissions siégeant sous l'autorité des EPSP, des EPH ou des DSP et boycottent toute participation à des rencontres organisées par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle : le

SNPSP a demandé à tous les médecins observant la grève d'élargir le cadre du service minimum à la participation des praticiens grévistes aux campagnes de vaccination contre la grippe A.

Premier responsable du SNPSP, le Dr Merabet s'est dit hier satisfait du maintien de la dynamique de la grève estimant qu'«à ce stade, nous n'avons plus le choix devant cette situation de non-droit.

La non-reconnaissance de notre syndicat en tant que partenaire social et le recours à la justice prouvent une fois de plus que le débat tourne autour du facultatif et de l'accessoire».

Il ajoute que «le ministère de la Santé a décidé de nous imposer un projet de statut particulier qui ne répond nullement à nos aspirations et qui va à contresens du travail effectué par la commission mixte. On nous a menti dès le début et le ministre continue de faire la sourde oreille, il fait dans la provocation et il est responsable de la tournure que ce mouvement prend».

Le recours à la grève ouverte a été décidé suite à



Photo : Samir Sid

«l'indifférence affichée par les pouvoirs publics aux doléances légitimes des praticiens, le silence méprisant et intimidant opposé par le ministère de la Santé à l'appel au dialogue, dans le cadre de la conciliation, réitéré par le SNPSP au lendemain du conseil national extraordinaire», sans compter les entraves au libre exercice du droit syndical et du droit de grève relevées dans les directives de plusieurs directions de la santé de wilaya à travers le territoire national.

Le SNPSP milite pour la promulgation du statut particulier dans sa forme négo-

ciée et ratifiée en commission mixte, la mise en place d'une commission mixte pour le régime indemnitaire, l'application du décret exécutif n°09-244 du 22 juillet 2009 déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine dans le secteur de la Fonction publique, l'élargissement, au profit du praticien généraliste, du droit à la procédure de cessibilité pour le logement de fonction à l'instar des autres corps de la Fonction publique et la levée de toutes les situations d'entrave au libre exercice du droit syndical.

N. I.

SYNDICAT NATIONAL DES PRATICIENS SPÉCIALISTES DE SANTÉ PUBLIQUE

Grève ouverte à partir du 4 janvier

Le Syndicat national des praticiens spécialistes (SNPSSP) renoue avec la protestation. Le syndicat a décidé d'organiser une grève ouverte à partir du 4 janvier prochain. Le préavis de grève sera déposé aujourd'hui. Le SNPSSP dénonce les dispositions du statut particulier.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La Fonction publique semble avoir eu le dernier mot, le statut particulier des praticiens spécialistes ayant été adopté tel que décidé par cette institution.

La Fonction publique aura donc ignoré, non seulement, les propositions faites par les représentants des praticiens spécialistes, mais aussi celles du ministre de la Santé. Et ce après que que le projet de statut eut été élaboré conjointement par le syndicat et le ministre de tutelle.

Les représentants des spécialistes, qui ont tenu leur conseil national extraordinaire, ont décidé d'une grève ouverte pour exprimer leur opposition et leur indignation par rapport au «mépris» affiché par la Fonction publique à leur égard.

C'est ce qu'a indiqué, hier, le docteur Yousfi, président du SNPSSP, qui a rappelé que le cursus d'un spécialiste

est l'un des plus longs alors que, paradoxalement, il ne débute sa carrière qu'avec un salaire de 45 000 DA. «Pourquoi cet acharnement contre ceux qui représentent l'élite de la santé publique ?», s'interroge le représentant des spécialistes qui explique que le syndicat a passé une année à préparer le projet de statut particulier, que la Fonction publique a fini par «charcuter», s'en remettant à l'ancien statut, qui date de 1991. «Nous ne sommes pas prêts à accepter cette situation et nous dénonçons la mise à mort de la santé publique», a clamé le conférencier. Et d'avertir que le pays fait face à un déficit en spécialistes qui risque de s'accroître, d'autant plus que les quelques spécialistes exerçant à l'intérieur du pays finiront par désertir les structures de santé publique pour rejoindre le secteur privé ou s'installer à l'étranger.

Les représentants du SNPSSP rejettent le statut particulier de leur corporation tel qu'adopté, et demandent à ce que l'on revienne à celui arrêté conjointement avec le ministre de la Santé. Le statut adopté continue, soulignent-ils, de placer le spécialiste à un grade inférieur à celui de l'hospitalo-universitaire.

Le syndicat demande l'installation d'une commission mixte SNPSSP-ministère sur le régime indemnitaire, qui pourra examiner le dossier en se basant sur le projet de statut particulier initial. Ainsi, il sera tenu compte de l'accord de mars 2004 sur la mise en conformité de la prime d'intéressement pour les trois

grades. Et les spécialistes demandent également que les pouvoirs publics leur octroient un quota de logements. Le SNPSSP rappelle que dans le cadre de son mouvement de protestation, toutes les activités en rapport avec la santé seront boycottées.

Les spécialistes précisent qu'ils n'entrent pas en grève contre le ministère de tutelle mais bien contre la Fonction publique. Puisque Barkat, lui-même, avait demandé à ce que la Fonction publique prenne en considération le statut élaboré par le syndicat et sa tutelle. Une proposition que M. Kherchi semble avoir refusée.

S. A.

MASCARA Secousse tellurique de magnitude 4,3

Une secousse tellurique de magnitude 4,3 a été enregistrée hier à 3h46. Son épicentre a été localisé à 18 km au nord-ouest de Mascara. Elle a été particulièrement ressentie à Sig, Mohammadia et Hacine. Des citoyens ont même quitté leur domicile, avons-nous appris, mais il y eut heureusement plus de peur que de mal.

M. Meddeber